



---

### Pour citer cette publication :

VAN DE VELDE Cécile, « Jeunes au travail : à la recherche du sens perdu », *Revue Projet*, 2017/6 (N° 361), p. 28-33.

---

### Entretien avec Cécile Van de Velde

#### **Lorsqu'on rencontre quelqu'un pour la première fois, on lui demande souvent « ce qu'il fait » – sous-entendu, quel est son travail. Est-ce une spécificité française ?**

C'est une question qui est aussi posée dans d'autres sociétés, mais il est vrai qu'elle est particulièrement présente en France, car la réponse permet de situer socialement quelqu'un. Ailleurs, d'autres éléments sont davantage mobilisés pour « classer » rapidement les individus : l'accent au Royaume-Uni, la communauté aux États-Unis, le nom de famille au Québec (qui indique si l'on est immigré ou non, et à quel territoire on se rattache), etc. Bien sûr, même en France, la classification sociale met aussi en jeu d'autres critères : l'habillement, l'âge, la façon de manier la langue, le territoire (Paris/province, urbain/rural) sont des critères importants. Mais l'emploi reste prépondérant, même pour les jeunes générations dont on dit qu'elles n'aimeraient plus le travail. Mais si c'est pour nous un critère de classement, nous avons également un rapport affectif, existentiel, au travail. Les enquêtes soulignent ici une claire tendance française : la recherche d'une vocation, d'un sens, l'amour du travail bien fait. Philippe d'Iribarne évoque une « logique de l'honneur » pour expliquer que l'on « se donne », plus qu'ailleurs, et que l'on cherche à s'élever par le travail<sup>1</sup>. Il compare ainsi trois filiales d'une même entreprise : aux Pays-Bas, l'important est de trouver le consensus du groupe ; en France se dessine le goût du travail bien fait, l'honneur de bien faire les choses, tandis qu'aux États-Unis, il s'agit plutôt de faire ce qui est demandé et savoir respecter le contrat.

#### **D'où vient, dans la société française, ce caractère si existentiel du travail ?**

Sur le temps long, c'est sans doute un héritage des anciennes corporations, d'avant la Révolution. On avait alors un rapport à la fois statutaire et affectif au travail. Et de fait, notre société est fondée sur une culture de l'artisanat, l'accomplissement de soi par les arts et les lettres, et le don de soi. Cet héritage se reflète encore dans les enquêtes aujourd'hui<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Philippe d'Iribarne, *La logique de l'honneur*, Paris, Le Seuil, 1989.

<sup>2</sup> Dominique Méda, Patricia Vendramin, *Réinventer le travail*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Le lien social », 2013.

Mais d'autres couches se greffent sur ces racines. D'abord, celle de l'État-providence qui s'est construit sur l'emploi : la protection du parcours de vie met le travail au centre. Que l'on pense à l'assurance chômage : plus on a travaillé, plus on reçoit, et sortir du travail rémunéré revient à sortir d'un schéma de protection. Dans les États nordiques, au contraire, la protection n'est pas uniquement liée à l'emploi. En France, on oppose ceux qui travaillent à ceux qui ne travaillent pas et la peur du déclassement est très enracinée. S'y ajoute la peur liée à une société corporatiste, dans laquelle les aides sociales se distinguent selon le statut de l'emploi, de sorte que l'on peut toujours craindre de tomber dans un interstice, si l'on n'est pas dans la bonne catégorie.

Là-dessus se sont greffées encore des normes sociales, en particulier celle de la fierté de contribuer à la société par le travail. La crise n'a fait qu'accentuer cette tendance : la pénurie d'emplois a renforcé la valeur travail. Gagner sa vie par le travail devient tellement incertain que celui-ci reprend une place qui est de l'ordre de la nécessité : une place essentielle pour la fondation d'une famille, l'achat d'un logement, etc. Dans les années 1970, l'emploi était plus abondant, l'horizon des possibles était plus large, et la pression sur les jeunes pour « se placer » était beaucoup moins forte. On pouvait se définir autrement que par le travail. Certains s'inquiétaient d'ailleurs qu'on ne donne pas assez l'envie de travailler.

Aujourd'hui, l'honneur de subvenir à ses besoins se mêle à la peur de l'assistanat. Car la stigmatisation de ceux qui ne travaillent pas augmente. Ces arguments ont été avancés contre l'idée de revenu universel. Pourtant, celui-ci est l'une des réponses possibles pour combler la tension entre la course à l'emploi et la quête de sens non comblée : l'emploi, dès lors, cristalliserait moins les peurs de « rater sa vie ».

### **La volonté de vivre sa vie dans le travail a-t-elle toujours été présente ?**

Sans doute, mais la quête de sens représente un phénomène montant. La démocratisation des études a laissé penser que l'on pouvait choisir plus librement son chemin. Ce propos ouvre certes une ressource, mais il est aussi très violent pour ceux qui ne s'en sortent pas. Avec la crise, qui a vu augmenter le taux de chômage et la précarité potentielle, le discours ambiant insiste sur des perspectives sombres. Les expressions « porte fermée », « tunnel bouché » reviennent souvent. J'y vois deux conséquences.

D'un côté, l'emploi devient excessivement désirable. On est prêt à suspendre des projets familiaux pour mieux s'investir sur le marché du travail, pour ne pas se brader. La compétition et la pression sont omniprésentes, et l'on en vient à opposer le fait de « gagner » sa vie et le fait de la « vivre ». Chacun aspire à créer un projet professionnel dans lequel il s'affirme, comme une quête de sens, alors que les portes se ferment sur l'exigence incertaine de gagner sa vie. Mettre les deux en coïncidence est devenu très difficile. La sensation qui en découle dépasse celle d'un déclassement, qui est déjà très intériorisé – « je gagnerai moins », « je réussirai moins que mes parents ». Il s'agit ici d'une *dévi*ation de l'aspiration existentielle. Renoncer ainsi à vivre sa vie pour la gagner, dévier du chemin prévu ou espéré, provoque une grande colère. Il y a là le terreau d'une révolution !

C'est pourquoi, d'un autre côté, alors même que l'emploi est de plus en plus désirable, se manifestent des réactions antisystèmes. De l'intérieur, il y a ceux qui ont cumulé les études et les stages pour arriver finalement à une situation bien peu satisfaisante. Ceux-là développent un stress, une frustration non canalisée, et parfois, secrètement, une colère vis-à-vis d'un système qui les blesse. Ils développent des mécanismes de résistance, se

persuadent que la situation n'est que transitoire, et rêvent de projets plus stimulants... Mais d'autres choisissent de sortir du système pour développer des vies alternatives. Ce phénomène de refus du travail salarié est plus fréquent chez les individus diplômés, en France, en Espagne, là où le marché du travail est difficile pour les jeunes. Certains choisissent la migration. D'autres, plus nombreux, se tournent vers ce que l'on pourrait appeler une « éthique du peu » : une éthique de la débrouille, parfois alliée à une critique écologiste, antilibérale, antisystème, etc.

### **Ce sont ces personnes que certains sociologues appellent des NEETs (ni en études ni dans l'emploi) ?**

Cette catégorie est plus large. Ceux que j'ai évoqués sont en marge, mais pas complètement. Après quelques années (avec l'arrivée de la parentalité par exemple), ils s'investissent souvent dans des petites entreprises ou des associations. Dans les NEETs, il y a aussi les jeunes de milieux populaires qui ne trouvent pas d'emploi. Ceux-là ont des trajectoires très marquées par le manque d'estime de soi : formuler un projet de vie lorsque l'on n'a pas de ressources, pas d'informations, est une étape très difficile. Beaucoup n'osent même pas s'adresser à la mission locale : on leur demande ce qu'ils veulent faire et ils ne savent pas ! On les dit en « échec scolaire » : un terme très dur ! D'autant plus que ces jeunes qui sortent du système sans diplôme seront aussi les plus fragiles face à l'emploi, et les plus confrontés au chômage de longue durée... Même l'école de la « deuxième chance » rappelle qu'une première cartouche a été grillée... Souvent ces jeunes se sentent brûlés et ne veulent plus s'exposer. Comme les Hikikomori au Japon, ils peuvent opter pour une forme de suspension de soi face à la difficulté de formuler un projet, en restant par exemple chez leurs parents pendant plusieurs années. Ces périodes d'impasse, dans ce cas, ne sont pas choisies.

### **L'opposition entre gagner et vivre sa vie se vit-elle différemment selon les milieux, ou selon l'âge ?**

Elle est présente dans tous les milieux – surtout en France où le travail alimentaire n'est jamais valorisé, contrairement à l'Amérique du Nord – et à tous les âges de la vie. Partout, l'aspiration à l'emploi digne et stable croît en même temps que la critique du travail salarié et l'envie d'échapper au système. Mais elle touche de façon plus radicale encore les jeunes de milieux populaires, qui se retrouvent plus souvent dans l'incapacité matérielle à faire coïncider les deux aspirations. Au sein des parcours de jeunesse, on peut distinguer trois moments qui exacerbent cette incompatibilité entre gagner et vivre sa vie : la période post-bac (un choix d'études vocationnel ou stratégique ?), l'insertion professionnelle (jusqu'où aller avant d'être piégé ?), et deux ou trois ans après l'entrée dans le premier emploi (est-ce vraiment la vie dont je rêvais ?).

Dans le contexte actuel, le fait que le sens devienne prioritaire sur le salaire constitue un véritable enjeu. Aux États-Unis, par exemple, les personnes fraîchement diplômées entrent endettées sur le marché du travail et doivent se « dévier » pendant de nombreuses années pour rembourser leurs échéances. L'aspiration profonde, au contraire, correspond à une reconquête du sens, dans un rapport à la réalité concrète. Chacun veut recouvrer une souveraineté sur la finalité et les conditions du travail. C'est le rêve typique de la microbrasserie, très répandu par exemple parmi les jeunes Montréalais ! Pendant longtemps, le métier qui cristallisait le plus de peurs était celui d'éboueur ; aujourd'hui

c'est caissier, où l'on est dépendant en tout (de ses supérieurs, des machines...), jusque pour ses horaires.

Bien sûr, dans les entreprises, les frustrations et les colères restent secrètes, intérieures. Les aspirations ne se disent pas, parce que l'on se sent de plus en plus remplaçables. Ceux qui choisissent de bifurquer attendent généralement la trentaine, et ils ont tendance à n'annoncer leur nouveau choix de vie à leur hiérarchie qu'une fois que tout est préparé.

**D'après une enquête menée par la Jeunesse Ouvrière Chrétienne, l'accès à l'emploi stable, digne et de long-terme est crucial pour se sentir partie intégrante de la société. Y a-t-il quelque chose d'un rituel de passage à l'âge adulte ?**

Oui, et c'est particulièrement fort en France, ancré dans les normes sociales. Mais en même temps, le passage à l'âge adulte devient aussi de plus en plus subjectif : ce qui compte désormais d'un point de vue individuel, c'est surtout de se sentir responsable, mûr, d'avoir traversé certaines épreuves. Celles qui comptent touchent principalement à la vie (la naissance d'enfants par exemple) et à la mort (deuil d'un parent). C'est là une définition personnelle, où le statut (celui de l'emploi en particulier) perd de l'importance. Par conséquent, on pense moins par seuils – l'enfance et l'adolescence comme une préparation, l'emploi et la famille marquant le passage à l'âge adulte, la retraite annonçant la vieillesse. La perception d'un processus dans le « devenir soi » prend le dessus. Car les seuils sont réversibles : on peut perdre un emploi, le couple peut ne pas durer. Et singulièrement, à la question « vous sentez-vous adulte ? », pratiquement personne sur une échelle de 0 à 10 ne choisit l'échelon maximum, même parmi les individus en fin de trentaine<sup>3</sup>. Sans compter qu'il s'agit d'une appréciation réversible : on peut se dire adulte à 30 ans, puis reconsidérer la chose.

**Si ce n'est pas au travail qu'on l'on peut « vivre sa vie », alors où ?**

Ce sont les jeunes qui proposent de nouveaux chemins ! Ils se tournent vers l'engagement, au sens large. Il ne s'agit pas seulement de l'associatif, mais d'une sorte de politisation des vies quotidiennes. L'inscription dans le collectif se joue désormais autre part qu'au travail. Partout, et parmi les alternatifs en particulier, la solidarité, le troc, les colocations, sont autant de moyens de créer un sentiment communautaire – et donc du sens – hors du travail. Et ce n'est pas réservé aux bobos ! L'engagement est plus multiple, le don de soi se joue un peu partout. Cela peut se faire également dans des choix de consommation : moins, mieux. Ce sont de petits choix, qui répondent à l'impuissance de pouvoir changer les choses à grande échelle. On espère plutôt les changer pour les générations d'après, on mise sur ses enfants pour changer les choses (même si la compétition dans le rapport aux enfants, la logique de marché reste très forte...). Le présent est incertain, mais l'échelle se déplace sur le temps long, en particulier au travers de préoccupations écologistes, de critiques du système financier, du monde de la consommation excessive, etc.

**Quelle incidence a la difficulté de l'accès à l'emploi sur la façon dont les jeunes appréhendent leur formation ?**

---

<sup>3</sup> Cécile Van de Velde, *Devenir adulte. Sociologie comparée de la jeunesse en Europe*, Paris, Presses Universitaires de France, 2008.

Le modèle français impose socialement de « se placer » dans un emploi<sup>4</sup>. Or on sait que l'accès à l'emploi est étroitement lié à la formation. Dans les autres sociétés, le travail ne joue pas le même rôle dans les trajets personnels, et l'imposition sociale n'est pas la même. Les jeunes Français héritent de ce modèle, même si leurs aspirations sont ailleurs. Leur jeunesse, dès la maternelle, est consacrée à la préparation de l'accession à l'emploi et au statut social. Notre chemin social est extrêmement normé : nous savons ce qu'il faut faire, et l'âge auquel il faut le faire. L'âge médian dans les études en France est le plus faible de toute l'Europe, autour de 21 ans : c'est un processus très radical puisqu'il engage toute la vie. Les diplômes obtenus à cet âge-là déterminent très fortement les trajectoires professionnelles. C'est la source d'une très grande anxiété : nous sommes, avec les Japonais et les sud-Coréens, les plus stressés à l'école ! Ailleurs qu'en France, les jeunes se permettent davantage de rebonds.

Les choses ont empiré depuis 2008, et ont augmenté aussi le stress des parents. Il est toujours plus difficile pour les enfants de passer outre leur angoisse sur le temps d'attente avant le placement. Choisir sa vie à 18 ans est une violence, parce que les jeunes aspirent au choix long. Ils ont l'impression d'être sur des rails – ou dans un tunnel – et qu'il est essentiel de ne pas se tromper de voie. La pression qui pèse sur eux n'est pas uniquement celle de la réussite, mais aussi celle de la construction du projet, alors même que l'information n'est pas également distribuée.

Je crois qu'il y a une prise de conscience politique autour de cette impasse pour notre société : on se rend compte qu'on ne peut plus imposer cela, surtout à une époque où on demande de la flexibilité, de l'adaptabilité... On commence à penser autrement, avec la valorisation du travail bénévole par exemple, ou encore les écoles qui s'ouvrent à tous les âges et tous les niveaux. Mais bien sûr, l'inertie est énorme. Il faudrait s'autoriser à faire des études plus tard, pour déverrouiller la période de la vie où l'on force les jeunes à choisir trop rapidement.

### **Il y a aussi la formation continue...**

Elle est encore trop séparée de la formation initiale. Si on hiérarchisait moins, les parcours seraient plus souples, on accepterait plus facilement de changer de chemin. La mise en œuvre de cette ouverture est un choix politique : en Europe du Nord, c'est l'État qui le permet par un système de bourses et de prêts ouverts à tous dès 18 ans, dans des États plus libéraux comme le Canada, l'université est culturellement conçue ainsi. Cela se traduit par une forme d'optimisme social : on a le droit de choisir, et surtout de re-choisir sa vie. Et si les possibles s'élargissaient, une distance bénéfique se créerait vis-à-vis du travail.

Certaines initiatives sont inspirantes : que l'on pense au cuisinier Thierry Marx en France qui a créé une école ouverte à tous les diplômés et tous les âges, et ne sélectionne que sur la motivation et la cohérence du projet professionnel<sup>5</sup>. Ce n'est plus tant une « deuxième chance », comme le propose le dispositif, puisqu'on ne considère plus que l'on aurait raté la première ! Pensons aussi au système des matières majeures et mineures dans les universités d'Amérique du Nord, permettant par exemple à un étudiant de cumuler des mathématiques et des sciences humaines, et où les étudiants s'embarquent moins dans des tunnels.

---

<sup>4</sup> Voir article Revue Projet 2006

<sup>5</sup> Voir le site dédié : <http://www.cuisinemodemplois.com>

Tout ce qui va dans la direction d'une ouverture des possibles, d'une sortie des trois âges figés formation initiale-travail-retraite, me paraît souhaitable. À commencer par une revalorisation de la licence par exemple, des études courtes, des années de césure, de bénévolat, des activités annexes, de sorte que les arrêts dans les CV ou le temps vacant cessent d'être suspects ! Il doit s'agir de désintensifier le travail, de permettre des respirations, mais il faut pour cela des politiques audacieuses !

Des propos recueillis par Louise Roblin, Bertrand Cassaigne et Jean Merckaert, à Saint-Denis, en septembre 2017.